



# Terrorisme : la bombe à retardement d'une Afrique devenue l'«épicentre du djihad mondial»

Par Jean Chichizola

Publié le 14/04/2024 à 07:00



Depuis le départ des troupes françaises au Mali, Niger et Burkina Faso, les groupes terroristes ont étendu leur zone d'action. *REUTERS/Stringer REUTERS/Adama Diarra Issouf SANOGO / AFP. Montage Charlotte Paroielle / Le Figaro*

**DÉCRYPTAGE - Sahel mais aussi Corne de l'Afrique ou Afrique australe... Entendus par l'Assemblée nationale, trois des principaux services de renseignement français ont exprimé leur préoccupation devant la progression des groupes terroristes.**

En matière terroriste, un danger peut toujours en cacher un autre. Depuis l'attentat de Moscou, il y a à peine trois semaines, les projecteurs sont braqués sur l'État Islamique-Khorasan, filiale afghane de Daech, et sur le

djihadisme russophone, caucasien ou centrasiatique. Mais le monde des fous de Dieu ne se limite pas aux subtilités ethniques du Caucase ou au grand jeu compliqué des confins afghano-pakistanaïis.

Sans même évoquer le risque endogène, qui demeure le plus présent, les services de renseignement français s'intéressent aussi à d'autres menaces terroristes qui, moins immédiates, n'en sont pas moins redoutables à moyen terme. Le 20 décembre dernier, la Commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée Nationale a entendu à huis clos, comme l'a révélé *Le Canard Enchaîné*, le directeur du renseignement militaire, le directeur général adjoint de la sécurité extérieure et le directeur général de la sécurité intérieure, à l'époque Nicolas Lerner devenu depuis le patron de la DGSE, «sur les risques et les menaces sécuritaires en Afrique et depuis l'Afrique». Le terrorisme était bien sûr au menu même si d'autres thèmes (instabilités politiques, ingérence) ont également été abordés.

La lecture des 17 pages du compte-rendu de ces échanges est des plus éclairantes et illustre une nouvelle fois l'importance des travaux parlementaires. Le moins qu'on puisse dire est que, dans un environnement déjà passablement sombre, les propos, pourtant nuancés, sont préoccupants pour une France aujourd'hui doublement vulnérable au djihadisme africain : sur son sol et à travers ses ressortissants et intérêts sur le continent.

L'un des intérêts des auditions du 20 décembre tenait d'abord à la vision à 360 degrés que permet la complémentarité des trois services intervenants. Comme son nom l'indique, la direction du renseignement militaire (DRM) produit du renseignement d'intérêt militaire au profit du chef d'état-major des armées, en évaluant les capacités des adversaires et leurs intentions opérationnelles. La direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), service de renseignement agissant hors de nos frontières, est engagée de longue date dans des opérations de lutte contre le terrorisme sur le continent africain, en coopération le cas échéant avec la DRM.

Enfin la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), qui coopère étroitement avec les autres services, est le chef de file de la lutte antiterroriste sur le sol national dans un monde marqué, comme l'indiquent

les parlementaires, par «*la porosité entre les sujets de sécurité intérieure et ceux de la sécurité extérieure*». En clair, ce qui se passe aujourd'hui au Mali, en Somalie ou au Mozambique pourrait avoir demain ou après-demain des conséquences en France.

Car, si les feux ne sont pas encore au rouge, l'évolution du djihadisme africain, tel qu'analysé par les trois services de renseignement, est inquiétante.

Les organisations terroristes islamistes se portent tout d'abord plutôt bien. Tel est le cas de la branche africaine d'al-Qaida, «*relativement affranchie d'al-Qaida 'centrale'*» selon la DRM. À noter qu'il faut englober dans cet al-Qaida africain des mouvements proches de cette mouvance comme les Shebabs somaliens et les Nigériens de Boko Haram. Mais l'État islamique est tout aussi dynamique avec ses quatre wilayas (provinces) principales telles que décrites par le renseignement militaire : Sahel (EI au Grand Sahara), Afrique de l'Ouest (englobant Cameroun, Niger, Nigeria), République démocratique du Congo (EI en Afrique centrale, dans l'est du pays avec une présence en Ouganda, Tanzanie) et enfin Mozambique.

## **«Permissivité des États africains» et «ressources humaines presque illimitées»**

Au-delà des logos, des organisations et des forces en présence (les wilayas africaines de Daech regrouperaient quelque 8 000 combattants), le point notable est l'extension géographique, et donc géopolitique, d'un djihadisme longtemps centré sur certaines zones (Somalie, Maghreb, Sahel). La DRM souligne que les wilayas de Daech «*poursuivent leur essor de manière inégale, la 'tête de gondole' étant l'État islamique au Sahel*» mais qu'elles «*savent parfaitement exploiter la permissivité des États africains*» et «*peuvent mobiliser des ressources humaines presque illimitées*». Gageons en effet que les islamistes comptent bien profiter à plein du dynamisme démographique du continent (en 2050, le Nigeria devrait être par exemple la troisième nation la plus peuplée du globe).

Sur l'évolution du phénomène terroriste, les trois services s'entendent, concernant les années passées et le futur à court terme, sur un constat sinon positif du moins mitigé. La DRM souligne ainsi que l'action de la France «*a permis de contenir la menace terroriste depuis une dizaine d'années*» et le renseignement extérieur évoque «*le bilan positif de la lutte*» antiterroriste et insiste sur le fait que «*les opérations conduites par les forces françaises au Sahel, souvent sur renseignements de la DGSE et de la DRM, ont permis la réduction drastique des actions terroristes contre les intérêts occidentaux, empêché la création d'un sanctuaire d'al-Qaida susceptible de devenir un lieu de projection de la menace sur le territoire français et profondément affaibli al-Qaida au Maghreb islamique. Il en est résulté qu'aucune attaque meurtrière contre les intérêts occidentaux n'a été perpétrée en Afrique occidentale depuis 2018, ni en Europe depuis l'Afrique*».

Côté européen et français précisément, la DGSI soulignait en décembre que «*la menace terroriste visant le territoire national (...) [était] essentiellement endogène*» avec toutefois, depuis la fin 2022, «*les conséquences de l'existence des théâtres extérieurs que sont la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan mais aussi l'Afrique*» pesant «*à nouveau, de manière croissante*». En 2022, pour la première fois en six ans, la DGSI a déjoué un projet d'attentat impliquant deux individus qui venaient de rentrer en France et qui étaient en lien direct avec des opérationnels de l'État islamique-Khorasan.

Concernant le continent africain, la DGSI rappelle que «*les tentatives des groupes djihadistes [d'y] prendre pied ne sont pas nouvelles*». Mais que les lieux n'ont jamais été très attractifs pour les candidats au djihad français. Dans les vingt dernières années, le renseignement a relevé le séjour de quatre djihadistes français en Tunisie après la révolution de 2011 et d'une dizaine ayant rejoint l'État islamique en Libye en 2015-2016. En clair, «*jamais au cours des dernières décennies les théâtres djihadistes africains n'ont conduit à la création de filières de départs de djihadistes français au niveau de ce que l'on a connu en Afghanistan et au Pakistan et surtout en Syrie et en Irak*». Et «*la période actuelle ne fait pas exception*». Ceci en raison de

plusieurs facteurs : un accès compliqué, l'absence de structures d'accueil et de réseaux logistiques. Enfin l'agenda des groupes terroristes resterait pour le moment local.

En tout cas, à la fin décembre 2023, et la situation ne semble pas avoir évolué, la DGSI notait : *«aucun projet d'action terroriste en provenance de la zone africaine n'a été détecté ces dernières années visant le territoire national - ce qui ne signifie pas que [les intérêts français] n'ont pas été visés»* et *«aucun ressortissant français n'évolue au sein d'un groupe terroriste en Afrique»*. Selon un expert, les groupes africains accueilleraient en effet une infime quantité de djihadistes européens mais en revanche un certain nombre de maghrébins. Au total, on compterait une centaine de djihadistes étrangers, bien loin des milliers et dizaines de milliers s'étant rendus dans la zone syro-irakienne.

Voilà pour le passé et le futur proche. Et le tableau actuel est bien sûr loin d'être rose. Le dernier rapport annuel de l'Institute for Economics and Peace (groupe de réflexion australien) sur «l'indice mondial du terrorisme» recense cinq pays africains (Burkina Faso, Mali, Somalie, Nigeria, Niger) dans les pays les plus touchés par le terrorisme en 2023 (les cinq autres étant Israël, le Pakistan, la Syrie, l'Afghanistan, et le Myanmar). Et le Sahel, qualifié *«d'épicentre du terrorisme mondial»*, est la région la plus touchée avec près de la moitié des décès enregistrés.

Reste que pour les trois services français auditionnés le 20 décembre, l'évolution à moyen et long terme est encore plus préoccupante. La DRM évoque des *«mouvances terroristes vivaces et même en expansion»* avec des *«réponses africaines diverses, parfois faibles»*. S'y ajoute bien sûr, concernant l'Afrique francophone, *«le rejet de l'appui occidental par les juntas sahéliennes»* qui *«facilite l'ancrage territorial terroriste et l'extension de ces groupes vers le Golfe de Guinée»*. Et une extension des zones d'actions des groupes terroristes avec, à la clé, des victimes plus nombreuses depuis le départ des troupes françaises au Mali, Niger et Burkina Faso. Dans ces conditions, *«le concept de menace projetée sera probablement plus prégnant demain»*.

Même constat côté DGSE, avec une ouverture géographique plus large. Côté Sahel, avec une *«vision très pessimiste de l'évolution»*, le risque est grand d'une *«reprise des opérations contre les capitales»* et de *«l'instauration d'émirats territorialisés dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso»*. Sans parler d'une autre menace *«plus crédible encore à terme, de projection de la menace vers le Maghreb et l'Europe en raison du regain d'attractivité du djihad sahélien et de l'impossibilité pour les volontaires de rallier le théâtre irako-syrien»*.

## **Le djihadisme flambe aujourd'hui de l'Océan Indien à l'Océan Atlantique et des confins maghrébins à l'Afrique australe**

Al-Qaida et Daech se livrent une concurrence mortifère. Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à al-Qaida, *«a toujours pour objectif de construire un califat local»*. Dans le même temps, l'État islamique *«se construit un sanctuaire très fort»*. Voilà pour le secteur géographique qui concerne le plus directement la France car il constitue une zone où elle fut longtemps présente et est aussi la clé d'autres pays où ses intérêts sont puissants (Bénin, Côte d'Ivoire, Sénégal...).

Le problème ne se limite toutefois pas à ce secteur. La DGSE se dit inquiète des *«liens croissants entre l'État islamique en Afrique centrale, l'État islamique en Afrique de l'Ouest et l'État islamique dans le Grand Sahara»*, ces *«connexions croisées»* se traduisant *«par des soutiens individuels, logistiques et doctrinaux [qui] rendront ces organisations encore plus résilientes»*.

Or l'activité terroriste combinée de ces trois wilayas de Daech vise, bien sûr dans des secteurs et avec des effectifs limités, au moins onze pays africains : Algérie, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Mali, Mozambique, Nigeria, Ouganda, République démocratique du Congo (RDC), Tanzanie et Tchad. Géographiquement, le djihadisme flambe aujourd'hui de l'Océan Indien à l'Océan Atlantique et des confins maghrébins à l'Afrique australe. Cet inventaire, et la présence de pays comme l'Ouganda (anciennement

colonisé par le Royaume-Uni) ou le Mozambique (ex-colonie portugaise), explique peut-être en partie, mais en partie seulement, pourquoi la DGSE réoriente ses antennes «*vers les puissances émergentes anglophones et lusophones*».

Le danger est donc bien loin se limiter au Sahel. Pour le renseignement extérieur, «*l'État islamique prospère au Mozambique et en RDC*». Dans la Corne de l'Afrique, le «*Chabab al-Islami, filiale locale d'al-Qaida, contrôle des pans entiers du territoire somalien*» et l'État islamique tente de lui faire concurrence. Un lecteur français ou européen pourrait se rassurer à bon compte en estimant que la Somalie est loin de Paris, Londres ou Stockholm. Il est vrai que, pour les raisons exposées plus haut, ces groupes terroristes ne sont pas les plus dangereux pour l'Europe occidentale. Mais l'heure est depuis longtemps à la mondialisation et deux éléments récents sont révélateurs.

En premier lieu, le 29 février 2024, six djihadistes marocains présumés ont été condamnés à mort par un tribunal militaire du nord de la Somalie pour leurs liens présumés avec Daech. Qui dit marocains dit individus sinon francophones du moins potentiellement en contact avec des sphères djihadistes francophones implantées au Maghreb et en Europe. Le second élément tient à l'ambition grandissante et à la montée en puissance du chef de l'État islamique dans la Corne de l'Afrique, le dénommé Abdulqadir Mumin. Or l'homme connaît bien l'Europe pour avoir vécu pendant des années en Suède et au Royaume-Uni. Coïncidence ? En mars 2024, quatre suspects ont été arrêtés en Suède. Ils seraient liés à l'État islamique en Somalie.

## **Extorsion, blanchiment, hawalas : la Somalie principale source de revenus pour l'EI**

À en croire une récente étude du Trésor américain, la «popularité» d'Abdulqadir Mumin tient peut-être à ses résultats financiers. L'argent nerf de toutes les guerres et donc du terrorisme. Selon Washington, «*depuis 2019, l'État islamique [central] s'appuie de plus en plus sur des filiales en Afrique pour générer des revenus, probablement parce que le groupe perçoit moins*

*de pression antiterroriste en Afrique qu'au Moyen-Orient». Et l'EI en Somalie a tout particulièrement «généralisé des millions de dollars grâce à l'extorsion» et «a exploité le système financier somalien pour blanchir de l'argent par le biais d'entreprises, de hawalas [réseau financier informel islamique], de banques et de transferts d'argent».*

*«Depuis 2022, poursuit l'étude américaine, la branche de l'État islamique en Somalie est probablement la principale source de revenus [de Daech], gagnant environ 6 millions de dollars». Elle en fait profiter le reste du continent : distribution de fonds «via divers hawalas, notamment en Afrique du Sud, vers les branches de l'État islamique en Afrique centrale» et fourniture de «conseils aux branches et réseaux de l'État islamique à travers le continent». Sachant, selon le Trésor américain, que chaque wilaya a ses sources de financement, comme par exemple l'EI en RDC «taxant les mines d'or illégales et les contrebandiers et exploitant des projets miniers artisanaux».*

Pour en revenir à l'audition du 20 décembre devant l'Assemblée nationale, la conclusion de la DGSE est implacable : *«étant donné les déficiences des armées locales et de programmes politiques qui délaissent la lutte antiterroriste, nous anticipons une dégradation rapide de la situation sécuritaire en Afrique, devenue l'épicentre du djihad mondial en raison du relatif affaiblissement des centrales terroristes dans la zone syro-irakienne et dans le sanctuaire afghan, même si ces structures restent très menaçantes».*

Quid dans cette situation du risque direct pour le territoire national ? Là encore la DGSI, si elle note une menace *«aujourd'hui très limitée»*, fait montre de sa préoccupation pour l'avenir. Elle a observé *«depuis quelques mois»*, soit courant 2023, *«des signaux faibles»* avec un attrait croissant de sympathisants djihadistes pour l'Afrique. On ne compte toutefois que quelques individus intéressés mais c'est bien un phénomène nouveau. *«Ces derniers mois, précise la DGSI, trois projets de rejoindre une organisation terroriste africaine ont été détectés et déjoués. On est très loin des 1 400 individus qui avaient rejoint l'État islamique sur le théâtre syro-irakien, mais ce phénomène était inexistant il y a peu».*

Si le plus grave danger pèse donc sur les intérêts de la France en Afrique, la DGSI est attentive «à cinq facteurs susceptibles d'avoir des conséquences à moyen terme sur le territoire national». Premier d'entre eux : une propagande très active. Sur ce point on peut d'ailleurs noter que, si les faits n'ont pas été qualifiés de terroristes et s'ils relèvent plus du nationalisme et du panafricanisme que de l'islamisme, l'attaque perpétrée par un Malien à Paris le 3 février 2024 illustre l'impact d'une propagande antifranaçaise sur des individus isolés. Autres facteurs préoccupants évoqués par la DGSI en décembre dernier : des succès tactiques renforçant le prestige et l'attraction des groupes terroristes, le risque de voir le départ de combattants francophones, notamment maghrébins, en contact «avec des sympathisants ou des velléitaires en France» et enfin les conquêtes territoriales qui, sur le modèle de ce qui s'est passé dans la zone syro-irakienne, pourraient être la base d'opérations extérieures.

Le cinquième et dernier facteur tient au risque «que des combattants se greffent aux flux migratoires et entrent sur le territoire national animés par la volonté de commettre un acte terroriste, ou que des profils radicalisés ou d'anciens combattants migrent vers l'Europe pour des raisons économiques mais qu'ils présentent des profils à risque compte tenu de leur parcours». D'où «des mesures très strictes de criblage aux frontières et d'interdictions d'accès» prises avec l'ensemble des services concernés. Si pour l'heure, les groupes djihadistes africains «n'ont pas pour programme de projeter la menace [vers la France] ni d'ailleurs la capacité de le faire», une chose est en tout cas d'ores et déjà claire : la montée en puissance de l'Afrique dans le petit monde du djihadisme mondial n'est pas une bonne nouvelle pour la France et pour l'Europe.

**La rédaction vous conseille**

- **Apologie du terrorisme: police et justice au défi d'une inquiétante prolifération**
- **Comment l'intelligence artificielle pourrait aider à traquer le financement du terrorisme**
- **Après les attentats de Moscou, la France déploie des moyens exceptionnels pour éloigner le spectre d'une attaque terroriste**

## Sujets

terrorisme

al-Qaida

État islamique

---